

au restaurant du Parlement. Pour poursuivre mon exemple au sujet du pêcheur moyen des provinces atlantiques—je suis heureux de constater la présence ici ce soir du ministre des Pêches (M. Davis), car il se rappelle très bien ce dont je vais parler—nous avions l'an dernier un programme que tout le monde jugeait excellent, grâce auquel on garantissait au pêcheur moyen—le mot «garantir» est un mot que nous prisons particulièrement, monsieur l'Orateur—un gagne-pain et le prix moyen du poisson qu'il avait reçu durant les trois années précédentes. Voilà ce qu'on lui garantissait l'année dernière. Les pêcheurs de Valleyfield, à Terre-Neuve, ont donc reçu entre 2c. et 4c. la livre, tandis que ceux des régions les plus opulentes de la province ont reçu jusqu'à 4c. la livre. Tel était le prix garanti du poisson. Si vous jetez un coup d'œil aux prix du poisson sur le marché, vous aurez peine à croire ce qui s'est passé.

Cette année encore, chacun s'est réjoui d'apprendre que le même pêcheur recevrait encore, pour son poisson, le même prix qu'il avait reçu au cours des trois dernières années. Peu importe l'augmentation du coût de la vie, des impôts, des frais de scolarité, on allait leur garantir le même prix qu'au cours des trois dernières années. Or, il reçoit cette année entre 2 et 4c. la livre et même 4c. la livre pour son poisson. Voyez le prix de la livre de poisson dans les supermarchés. Vous ne le croiriez pas. Je vous dis que vous regarderez à deux fois avant de l'acheter, car c'est un peu difficile à croire. Je l'ai vu cette fin de semaine: la livre de morue fraîche de l'Atlantique se vendait 75c. La livre d'aiglefin se vendait \$1.25. Où va donc l'argent? Il ne va pas dans les poches du pêcheur, car il est en train de se faire littéralement déshydrater du point de vue économique, à tel point qu'il va disparaître. Telle est notre situation. L'argent ne va pas dans les poches de la moyenne des pêcheurs canadiens. Il y a donc quelque chose qui ne va pas. Le ministre est assis là-bas, mais il dépense 16 millions de dollars. On nous dit d'aller voir papa. Nous allons voir papa mais papa dit qu'il n'a pas d'argent. Il n'a pas de pouvoir; il n'a rien.

Dans ce Livre bleu, je ne vois pas la moindre preuve qu'on fasse quelque chose pour le consommateur. Je vois toutes sortes de gens qui gagnent \$16,000, \$18,000, \$20,000 ou \$35,000 à travailler pour le ministre. Il y a toutes sortes de frais administratifs. J'aimerais que les députés les examinent. Le député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Allmand) a quitté sa place, mais il est toujours à la Chambre. Je lui conseille de jeter un regard là-dessus pour

[M. Lundrigan.]

voir où va l'argent. A mon avis, rien ne prouve dans ce Livre qu'un seul fonctionnaire du ministère travaille à aider le consommateur. Le ministre est en train de se bâtir un empire de 16 millions de dollars pour son compte personnel. J'aimerais bien avoir ces 16 millions de dollars. Je le répète, nous épargnerions 15 millions de dollars et je serais millionnaire.

Monsieur l'Orateur, je pourrais me mettre à parler du coût de l'éducation. Je suis allé à l'université en 1956. J'ai dépensé \$720. Je n'ai pas bu de bière. Je n'ai pas fumé de cigarettes. J'ai acheté mes livres, j'ai fait mes études et j'ai dépensé \$720. Deux ans plus tard, j'ai dépensé \$1,500. En 1965, j'étais de nouveau étudiant. Il m'en a coûté ainsi qu'à ma famille—ce qui n'est pas une statistique valable—environ \$7,000. Cette année, je doute que la moyenne des étudiants canadiens puisse faire des études universitaires à moins d'environ \$2,000. Mais le même étudiant ne peut pas trouver un emploi d'été. Et s'il en trouve un, il ne peut gagner assez d'argent pour acheter ses livres et payer ses cours. Les moindres frais de scolarité qu'on puisse devoir payer dans une université canadienne s'élèvent à \$450 environ. Là encore, s'il parvient à obtenir \$450, il finira par devoir obtenir un prêt d'étudiant au taux d'intérêt le plus élevé. Je pourrais continuer en disant au député de Notre-Dame-de-Grâce et au ministre de la Consommation et des Corporations que nous avons bel et bien un problème au Canada. Franchement, je ne constate pas le moindre effort de la part du gouvernement. Vous pouvez lui prouver en noir, blanc, vert, rouge, jaune, orange ou de toutes les manières que nous avons un problème, ses membres secoueront la tête car ils ne le voient pas.

Peut-être avons-nous un gouvernement à tel point accordé aux idées raffinées sur le grand contributeur à la caisse électorale qu'il ne voit pas plus loin que cela. Au fond, je ne crois pas que le gouvernement actuel s'identifie au Canadien moyen. Je ne lui reproche pas de ne pouvoir résoudre un problème du jour au lendemain, mais je lui reproche de ne pas avoir à cœur les intérêts du Canadien moyen.

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, au cours du débat d'aujourd'hui ou du moins pendant la partie à laquelle j'ai eu le privilège d'assister, l'opposition s'est beaucoup plainte des prix à la consommation sans toutefois mentionner quelle mesure elle appuierait pour résoudre le problème.

Une voix: C'est vous le gouvernement.